

La "premiere planetaire". Pour construire une "Autre Mondialisation": le Welfare mondial

Riccardo Petrella*

L'expropriation du devenir du monde

Les phénomènes d'expropriation se sont multipliés et amplifiés partout.

On a exproprié

- la personne humaine de ses droits fondamentaux : en tant que " ressource humaine " elle n'a de droit à l'existence qu'en fonction de sa rentabilité et de ce que l'on appelle désormais " l'employabilité " , concept qui a remplacé celui de " droit au travail " ;
- la société de sa raison d'être en tant que système d'organisation et de valorisation des liens interpersonnels et interinstitutionnels et des interactions et transactions correspondantes : elle a été remplacée par le marché élevé au rang de système assurant la forme et l'organisation optimales des transactions entre les individus ;
- le travail de son rôle de création de valeur et d'histoire : "marchandise" mise en concurrence sur le marché global, son coût doit baisser sans cesse ;
- le social de ses fonctions d'identité et de solidarité : on ne valorise que l'individualisme, la logique de survie et les rapports de force dans un contexte de compétition guerrière ;
- le politique de son rôle fondamental de pouvoir de régulation, de représentation, de contrôle et de légitimation , bien entendu démocratique, : ce rôle a été confié à la finance et à la techno-cratie ;
- le culturel de sa variété, dramaticité et sacralité : à sa place on a placé la techno-logie, la standardisation abrutissante, la violence des instincts, la barbarie de la force
- la cité de sa fonction d'espaces de communautés : on en a fait des lieux de la non-appartenance, des flux, de la vitesse, où l'on passe et l'on se perd dans un nomadisme permanent sans mémoire
- la démocratie de ses valeurs de liberté, égalité et solidarité : le pouvoir effectif a été donné à une nouvelle classe oligarchique mondiale dont on commence à entrevoir les traits caractéristiques, les valeurs et les modes de fonctionnement.

Il n'y a pas de mondialisation de la société. Le " village global " n'existe pas. On a assisté à l'émergence de " l'archipel capitaliste mondial "

Cette vaste action d'expropriation fait en sorte que parler de mondialisation, comme le font " les gens de Davos " ¹, est simplement de la rhétorique langagière lorsqu'il ne s'agit, ouvertement, d'imposture. La réalité est qu'il n'y a pas de mondialisation de la société, de l'économie, de la condition humaine. Il n'y a pas de mondialisation de la régulation politique, de l'Etat, des

institutions démocratiques assurant des garanties et exerçant un contrôle sur les décisions affectant les diverses régions et populations du monde, cela dans l'intérêt général.

Ce que " les gens de Davos " ont construit ces trente dernières années n'est pas une économie mondialisée, mais l'archipel capitaliste mondial d'îles - grandes ou petites - où sont concentrées les capacités scientifiques et technologiques mondiales (plus de 92% des dépenses de R&D du monde, plus de 90% des brevets et de la puissance informatique installée...), la puissance financière, le pouvoir symbolique et médiatique du temps présent. Une trentaine de villes représentent l'infrastructure, le cerveau et le coeur de l'archipel : New York, Los Angeles, Chicago, San Francisco, Detroit, Miami, Toronto, Montréal, Houston, Londres, Paris , Frankfurt, Munich, Stuttgart, la Ruhr, le Ranstad hollandais, Copenhague, Milan, Rome, Madrid, Barcelone, Stockholm, Tokyo, Osaka, Nagoya, Shanghai, San Paulo, Hong Kong, Singapour On y trouve localisés les principaux centres d'affaires du monde, les noyaux des réseaux de communication et d'information, les sièges sociaux des plus grandes multinationales industrielles, financières et commerciales. La libéralisation, la déréglementation, la privatisation, la compétitivité ont resserré les liens entre elles davantage que les liens entre elles et le reste du monde. Le fameux " village mondial " n'est que l'archipel.

Les " gens de Davos " disent que l'innovation qui compte est générée et produite dans et par ces îles, dont certaines ont été élevées au rang de paradigmes à universaliser (telle la Silicon Valley...). Selon eux ces îles sont à l'origine de la " nouvelle société de l'information " et seraient en train d'enfanter la " société de la connaissance ", l'univers de la richesse dématérialisée, les nouveaux savoirs. D'où, la seule option réaliste pour les autres régions du monde serait d'essayer, à tout prix, de s'accrocher à l'une des îles de l'archipel dans l'espoir d'en devenir ensuite partie intégrante. Ceux qui ne réussissent pas l'ancrage seront - disent les " gens de Davos " - inévitablement largués, ils ne seront même plus des périphéries mais " hors du futur ". L'alphabétisation " internetienne " devient, pour eux, un passage obligé pour l'établissement de passerelles et des ponts avec l'archipel. Pour cette raison, la construction des tuyaux et des réseaux du cyberspace devient partout une des priorités majeures encore plus importantes que la création de robinets d'eau potable dont pourtant plus de deux milliards de personnes ont un besoin vital actuellement.

Se ré-appropriier du devenir, ensemble. L'objectif prioritaire à vingt/trente ans : le Welfare mondial par une nouvelle représentation politique et la maîtrise de la productivité.

Aujourd'hui, les luttes sociales, " citoyennes " les plus significatives et les plus dures à travers le monde portent sur l'accès à la vie, aux sources de vie, pour satisfaire les besoins individuels et collectifs de base pour l'existence. Elles portent sur l'occupation, l'utilisation et la répartition de la terre, sur le droit de se nourrir, d'accéder à l'eau potable, de se réchauffer. Elles portent sur le logement, un habitat digne des êtres humains. Elles portent sur le droit au travail, sur les conditions de travail, sur le niveau des salaires et, plus généralement sur le droit à un revenu digne d'un " citoyen ". Elles concernent les droits des enfants (Convention Internationale de 1989) et en particulier, les droits d'organisation et à l'éducation des enfants au travail, ainsi que le droit de grève et les libertés syndicales de plus en plus bafouées par les fermetures d'entreprises face auxquelles les pouvoirs publics se déclarent de plus en plus impuissants. Elles portent sur l'accès à des soins de santé et à une éducation de base pour toutes et pour tous. Elles essayent de défendre le

droit à l'existence et à la sécurité minimale en cas de maladie, d'accidents et à des conditions apaisantes pour vivre une vieillesse convenable. Elles portent sur la démocratie, la vie en commun, le respect et la reconnaissance des droits humains élémentaires des immigrés, des réfugiés. Elles doivent porter, encore trop souvent, sur la libération de la femme et l'égalité des droits entre l'homme et la femme. Elles portent, enfin, sur la défense de l'environnement et le droit des générations futures à hériter d'une planète vivable.

Par l'ensemble de ces luttes, force est de constater que la priorité des priorités pour la très grande majorité de la population mondiale est redevenue ou reste (à l'aube du IIIe millénaire !) le droit à la vie, à la citoyenneté civile sociale et politique.

Le Welfare pour tous, à tous les niveaux, est le grand défi des sociétés des trente prochaines années. Et comme vers la fin du XIXe siècle, les luttes pour le Welfare national ont porté sur la maîtrise de la représentation politique (batailles pour le suffrage universel direct et pour l'autodétermination des " nations ") et de la productivité (opposition de plus en plus organisée entre capital et travail), de même en ce début de nouveau siècle, les luttes pour le Welfare mondial se traduisent par la recherche d'un nouveau politique à l'échelle locale et mondiale ainsi que par une nouvelle régulation mondiale de la redistribution des gains de productivité.

La " première planétaire " tire sa raison historique - idéologique et politique- de ces deux champs de lutte.

La " première planétaire " : le champ de la représentation politique

Il faut reconstituer le politique, ce qui signifie re-construire la représentation politique de l'échelle locale à l'échelle mondiale. La représentation politique née au cours des siècles XVI à XXe a trouvé son repère (en tant que fondement, légitimation et sujet), au-delà des multiples ambiguïtés et contradictions, dans la " nation ", le " peuple " d'où l'ensemble des concepts et des pratiques autour de l'Etat, de la souveraineté, de l'indépendance, de l'autodétermination, de l'unité...

L'élaboration d'un corpus législatif national, l'organisation de l'Etat au niveau national (dit central) et communautaire (dit local), la création de parlements, la constitution de mouvements et partis politiques dans le cadre de l'Etat-nation, le suffrage universel direct, la constitution de syndicats et d'organisations d'intérêts ont donné un cadre à l'intérieur duquel des dynamiques multiples et diversifiées de représentation politique ont pu se manifester et se développer.

Depuis une trentaine d'années, la représentation politique est " en crise ", " en sursis ", " en question " et nos sociétés sont à la recherche de nouvelles réponses parmi lesquelles celle de la " gouvernance mondiale sans Etat par les réseaux marchands auto-réglés " semble, pour l'instant, avoir le vent en poupe, ce qui constitue une évolution particulièrement dangereuse.

La lutte pour une " autre mondialisation " passe, par conséquent, en priorité par la définition d'un nouveau fondement, sujet, légitimation du politique et de la représentation politique. La communauté mondiale (le peuple du monde) doit jouer le rôle exercé, jusqu'à présent, par la " nation ". A cette fin, il est indispensable de faire émerger la conscience et la pratique de la réalité de la mondialité de la condition humaine autour de deux pôles :

- l'existence de biens communs mondiaux (l'eau, l'air, la planète, les océans, le capital biotique, la connaissance, la musique, l'art...)

- la sécurité commune (il n'y a pas de société sans partage et sans gestion coopérative de la sécurité collective)

Il est temps d'élaborer et promouvoir une nouvelle narration de la société et du monde à partir de laquelle on puisse fonder et développer le politique de la mondialité et la représentation politique correspondante.

La " première planétaire " a comme tâche prioritaire pratique d'agir en tant que " mouvement " visant à faire naître la nouvelle narration et à faire mettre en place les éléments constitutifs du politique de la mondialité

Nouvelle anthropologie et nouvelle " manière de penser " le monde et l'histoire : peu important les titres. L'essentiel est de reconnaître que le devenir des cheminements des sociétés ne sont pas nécessairement ceux dominant à l'heure actuelle.

De nombreuses associations, organisations, ONG expriment, chacune à sa manière, cette envie et exigence de " première planétaire " :

- l'Observatoire sur la Mondialisation ; le Forum des Villages et Cités du Monde ; l'initiative pour le Contrat Mondial de l'Eau (et ses associations nationales et réseaux de parlementaires) ; les marches mondiales des enfants travailleurs et des femmes ; le Forum Mondial des Alternatives ; l'International Forum on Globalisation ; le Third World Network ; Amnesty International ; Handicap International ; Oxfam ; Médecins sans Frontières

- pour ne citer que quelques unes des actions entreprises au plan international ces dernières années. Celles-ci préfigurent ceux qui pourraient devenir les acteurs d u " mouvement " .

Tant que le niveau " national " (les Etats-Unis, le Japon, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, la France, l'Egypte, l'Iran, l'Italie, l'Australie...etc) reste - du moins dans une perspective de 20 à 30 ans encore - le véritable niveau d'organisation d'une représentation politique (qui se veut, dans nos pays " occidentaux ", démocratique) même amputée, amenuisée, il est impensable de pouvoir envisager une organisation du politique de la mondialité faisant l'économie du " national ". En ce sens, une stratégie de re-internationalisation démocratique de la société mondiale revêt une certaine validité. Ce qui n'exclut pas cependant que le développement du politique de la mondialité ne comporte à terme une modification structurelle du rôle du national et de la démocratie représentative nationale. Dès lors, une stratégie de mondialisation démocratique du politique est inévitable. A cette fin, un rôle majeur doit être joué par les syndicats des paysans et des travailleurs. Ceux-ci portent pour l'instant une grande responsabilité dans la faiblesse ou l'absence du politique au niveau mondial. Mais ils sont en train de " se réveiller ". Cette mondialisation ne signifie pas la disparition ou la dévalorisation des autres lieux et champs de la représentation politique que sont le local (la ville, la communauté rurale), le " régional " (la Lombardie, le Pays de Galle...), le national, le continental (l'Europe, par exemple). Plus elle est démocratique, plus la mondialisation du politique se fonde sur une valorisation-coopération de ces multiples lieux. C'est dans un contexte dé-réglementé sur le plan politique et dominé par la logique des marchés que ces lieux (et leur population) existent en compétition acharnée entre eux pour la survie.

L'un des passages obligés de la construction d'une mondialisation démocratique du politique est le désarmement financier à savoir enlever à la finance le pouvoir que nos dirigeants lui ont accordé ces vingt-cinq dernières années de politique, notamment, s'est dépossédé de ses prérogatives et de son rôle pour attribuer à la finance l'exercice des pouvoirs de décision et de contrôle en matière d'allocation des ressources et de redistribution des gains de productivité.

Ré-établir la primauté du politique sur la finance est la première action concrète,

nécessaire et indispensable du mouvement de la " première planétaire " à conduire sur un plan mondial. Il est indispensable que la lutte commencée par l'ATTAC devienne une lutte active sur tous les continents quel que soit le nom qu'elle prendra dans les divers pays.

La première planétaire : le champ de la productivité

La lutte sur la finance est essentielle car elle influence les décisions en matière d'allocation des ressources existantes, produites et redistribuées. La finance dicte, dans le cadre de la mondialisation actuelle, le développement de la technologie en imposant la logique de l'offre technologique pour mieux avancer sur le plan de la compétitivité par le prix, par la qualité, par la variété et la flexibilité. La technologie n'est pas mise au service des besoins de la société mais avant tout au service de la maximisation de la rentabilité financière du capital investi. L'offre technologique n'a d'autre maître que l'utilité pour le capital. Tout ce qui ne contribue pas à l'augmentation de la valeur du capital n'est pas productif. Donc il n'y a pas de valeur. Donc il peut être abandonné ou ignoré. Cette " loi ", affirme-t-on, s'applique à tout : à une marchandise, à un processus de production comme à un service, à une " ressource humaine ". Un emploi non rentable n'a pas droit à l'existence. Une politique fiscale redistributive n'a que peu de sens. Une éducation non instrumentalisée au besoin de l'efficacité économique est un luxe. La productivité n'a qu'une seule légitimité : celle de la valeur du capital. Toute concertation sociale et négociation sur la redistribution de gains de productivité constitue une lourdeur décisionnelle marquée par une grande inefficacité. La productivité fait partie du royaume du capital et non pas de la démocratie. Son éthique trouve une légitimation concrète et juste dans et par la compétitivité et la réussite du meilleur et non pas dans 51% qui peut décider tout en respectant les droits de la minorité ou des minorités (49%).

La " première planétaire " signifie définir les formes et les contenus de la productivité par rapport à d'autres paramètres dont le plus important est la promotion de la richesse commune, à savoir les biens et les services nécessaires et indispensables à l'existence et à l'épanouissement humainement digne pour l'ensemble de la population mondiale.

L'un des passages obligés de cette lutte pour la maîtrise mondiale de la productivité est représenté, dans une économie qui se fonde de plus en plus sur la connaissance et l'immatériel, par le droit de propriété intellectuelle et la privatisation correspondante de la connaissance (par le biais des brevets). Laisser au capital financier et industriel la maîtrise de la définition des normes et des règles de gestion des droits de propriété intellectuelle à l'échelle mondiale constitue une erreur majeure de la part des tenants de l'Etat démocratique représentatif et de l'Etat du Welfare. Il est urgent que l'on redéfinisse le droit de propriété intellectuel en établissant les principes de droit de propriété intellectuel commune et de gestion/partage mutuel des connaissances.

Comme les luttes sociales du XIXe et du XXe siècle ont porté sur le salaire et les taxes sur les gains en capital le XXIe siècle verra vraisemblablement s'affirmer une lutte pour l'appropriation des connaissances et la promotion de biens et de services communs mondiaux (contre le retour des privatisations). Ici également, une grande responsabilité reviendra aux syndicats. Il est à espérer que les syndicats de l'immatériel (de l'éducation, des services publics, des médias...) opèrent de la manière la plus solide et efficace leur re-conversion et leur mondialisation. La " première planétaire " en offre l'opportunité.

Ces deux " champs " de luttes de la " première planétaire " s'inscrivent bien entendu dans le contexte plus vaste et à plus long terme des chantiers où doit s'opérer la construction concrète d'une " autre mondialisation " conformément à une " autre ordre du jour des priorités dont la sécurité collective mondiale (dans toutes ses dimensions) la dénucléarisation, la démilitarisation et la paix constituent les éléments porteurs fondamentaux.

* Ce texte reprend - en l'élargissant - la trame du document Expropriés du monde, construisons ensemble une " autre mondialisation " signé par Riccardo Petrella, Charles-André Udry et Christophe Aguiton et qui constitua l'un des documents de base de " L'Autre Davos ". On trouve le document, en deux parties, dans F. Houtart et F. Polet, *L'Autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes*, l'Harmattan, Paris, 1994, pp. 33-39 et pp. 76-81

1. Par " les gens de Davos " j'entends les classes dirigeantes du "Nord" (notamment), mais aussi du "Sud" qui - dans tous les domaines - professent dans leur action quotidienne le credo de la mondialisation inévitable et irrésistible fondée sur les règles de la libéralisation, de la déréglementation, de la privatisation, de la compétitivité et de la double primauté de la finance et de la technologie